



Assemblée générale

Distr. générale
5 août 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session
Point 48 de l'ordre du jour provisoire*
Office de secours et de travaux
des Nations Unies pour les réfugiés
de Palestine dans le Proche-Orient

Biens appartenant à des réfugiés de Palestine et produit de ces biens

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application du paragraphe 6 de la résolution [78/75](#) de l'Assemblée générale en date du 7 décembre 2023 sur les biens appartenant à des réfugiés de Palestine et le produit de ces biens. Le 26 avril 2024, le Secrétaire général a adressé une note verbale à tous les États Membres, ainsi qu'à l'Observateur permanent de l'État de Palestine, dans laquelle il a appelé leur attention sur les dispositions pertinentes de la résolution [78/75](#) et leur a demandé de communiquer au Secrétariat les informations importantes concernant toute mesure prise ou envisagée aux fins de l'application de cette résolution avant le 24 juin 2024. Les réponses reçues de la Colombie, d'Israël et de la Fédération de Russie figurent dans le présent rapport.

* [A/79/150](#).



I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application du paragraphe 6 de la résolution [78/75](#) en date du 7 décembre 2023 sur les biens appartenant à des réfugiés de Palestine et le produit de ces biens.

2. Le 26 avril, le Secrétaire général a adressé une note verbale aux représentantes et représentants permanents de tous les États Membres, ainsi qu'à l'Observateur permanent de l'État de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, dans laquelle il a appelé leur attention sur les dispositions pertinentes de la résolution et leur a demandé de communiquer au Secrétariat les informations importantes concernant toute mesure prise ou envisagée aux fins de son application. Au 24 juin 2024, la Colombie, Israël et la Fédération de Russie avaient envoyé leurs réponses, lesquelles sont reprises dans le présent rapport.

II. Réponses reçues des États Membres et des Observateurs

Colombie

[Original : espagnol]

La Colombie réaffirme que l'occupation du territoire palestinien constitue une violation du droit international et contrevient aux principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, et rappelle que, conformément aux principes d'équité et de justice, les réfugiés palestiniens ont le droit de disposer de leurs biens et des produits ces biens.

De même, la Colombie réaffirme que les colonies israéliennes en Palestine, y compris à Jérusalem-Est, et dans le Golan syrien occupé sont illégales et posent un obstacle à la paix et au développement économique et social, et se joint à l'appel international pour qu'il soit mis fin à toutes les activités de colonisation, par la pleine application de toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

La Colombie salue les travaux importants de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) en faveur de la population palestinienne réfugiée au Proche-Orient : depuis 1950, l'Office mène des activités et des programmes d'aide directe destinés aux réfugiés palestiniens.

L'aide humanitaire est ancrée dans deux principes du droit international humanitaire : le principe de distinction et le principe de respect, de protection et de traitement humain des personnes qui ne participent pas aux hostilités ou qui ont déposé les armes. En ce sens, l'appui aux travaux de l'UNRWA est une obligation qui revient à tous les États qui se disent respectueux du droit international et du droit international humanitaire.

C'est pourquoi la Colombie a toujours voté en faveur de la résolution de l'Assemblée générale intitulée « Aide aux réfugiés de Palestine », dans laquelle hommage est rendu à l'œuvre de l'Office, notamment l'aide d'urgence apportée aux réfugiés de Palestine aux fins de leur bien-être, leur protection et leur développement humain, et réaffirme qu'il faut que l'UNRWA poursuive ses opérations sans entrave en attendant le règlement équitable de la question des réfugiés de Palestine.

De même, en 2023, la Colombie a versé deux contributions à l'Office et, comme marque de soutien sans réserve et pour témoigner de l'engagement du Gouvernement du Président Gustavo Petro envers la Palestine, la Colombie s'emploie à soutenir les activités de l'Office cette année encore. La Colombie a également voté en faveur des

résolutions de l'Assemblée générale par lesquelles le Secrétaire général demande des informations aux États Membres, en particulier les résolutions [78/75](#), [78/78](#) et [78/74](#) de l'Assemblée générale.

Enfin, la Colombie réaffirme qu'elle est convaincue que le règlement définitif du conflit israélo-palestinien et la stabilité régionale passent nécessairement par la solution des deux États, conformément aux nombreuses résolutions adoptées par les organes de l'ONU, en particulier la résolution [181 \(II\)](#) de l'Assemblée générale de 1947 et la résolution [242 \(1967\)](#) du Conseil de sécurité. Palestiniens et Israéliens méritent de vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues.

Fédération de Russie

[Original : anglais]

La Fédération de Russie réitère sa position constante en faveur du respect scrupuleux des principales résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le règlement de la question du Moyen-Orient, en particulier la résolution [497 \(1981\)](#) du Conseil de sécurité. En outre, la Fédération de Russie s'est toujours opposée aux décisions arbitraires des autorités israéliennes et américaines tendant à étendre et à reconnaître la souveraineté israélienne sur le territoire occupé du plateau du Golan, a condamné la construction illégale de colonies israéliennes et les attaques et frappes aériennes israéliennes sur le territoire syrien. Nous souhaitons également réaffirmer notre plein soutien au mandat de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) au Golan afin de surveiller le retrait des forces entre la Syrie et Israël.

En ce qui concerne l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), nous souhaitons réaffirmer notre soutien indéfectible au fonctionnement continu, soutenu et ininterrompu de l'Office, qui est la seule structure fournissant une assistance globale aux Palestiniens, tant dans le Territoire palestinien occupé que dans les pays arabes voisins. La Fédération de Russie s'oppose aux tentatives des dirigeants israéliens de désigner l'UNRWA comme une organisation terroriste et d'interdire ses opérations à Jérusalem-Est, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Nous soulignons l'importance de préserver et de protéger le mandat de l'UNRWA en ce qui concerne l'une des questions du statut final, à savoir les droits fondamentaux des réfugiés palestiniens.

Israël

[Original : anglais]

La Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et a l'honneur de se référer à la note verbale qu'il lui a adressée à propos des résolutions [78/75](#), [78/74](#) et [78/73](#) adoptées par l'Assemblée générale le 7 décembre 2023 au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ».

Israël a, encore une fois, décidé de voter contre ces résolutions motivées par des considérations politiques et présentant un point de vue partial qui ne reflète pas la réalité sur le terrain.

Israël a maintes fois tiré la sonnette d'alarme quant aux problèmes majeurs associés aux activités de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les

réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) dans la bande de Gaza, notamment le recours à des terroristes, l'incitation à la haine et à l'antisémitisme dans le système scolaire de l'UNRWA et l'utilisation des locaux de l'UNRWA à des fins terroristes, comme l'indiquent clairement par ailleurs les rapports du Secrétaire général (A/73/150 et A/72/150). Néanmoins, suite aux révélations concernant la participation de certains employés de l'UNRWA à l'attaque terroriste du 7 octobre, d'autres informations sont sorties au sujet de l'infiltration massive et systématique des rangs de l'UNRWA par le Hamas à Gaza, ce qui démontre clairement que l'Office est irrémédiablement perdu dans la bande de Gaza.

Le 7 octobre, le Hamas a organisé et mené une attaque terroriste de grande ampleur contre le territoire et les citoyens israéliens, au cours de laquelle des citoyens israéliens et étrangers de toutes origines, de tous âges et de toutes religions ont été massacrés, assassinés, brûlés vifs, agressés sexuellement, violés et enlevés, et les corps de victimes ont été profanés. Des employés de l'UNRWA ont participé activement à cet attentat terroriste. Tous ces éléments ont été présentés aux organes de l'ONU depuis l'attentat.

L'infiltration des rangs de l'UNRWA par le Hamas est une préoccupation récurrente, qui a été soulevée au fil des ans par Israël auprès de l'Office et de hauts fonctionnaires des Nations Unies, dans des lettres ou lors de réunions en personne. Toutefois, on ne connaissait pas l'ampleur de cette infiltration, qui n'a été révélée au grand jour qu'après le 7 octobre. Des centaines de terroristes, membres du Hamas et du Jihad islamique palestinien, ont été recrutés par l'UNRWA dans la bande de Gaza, certains d'entre eux occupant des postes de haut niveau à l'Office ou au sein du Hamas. Israël a communiqué ces informations aux organes de l'ONU de manière circonstanciée et détaillée. En outre, Israël a communiqué une liste partielle, dans laquelle figurent les noms de centaines de terroristes employés par l'UNRWA à Gaza, dont certains occupent des postes de directeurs d'école et d'adjoints. Catherine Colonna, qui dirige le Groupe d'examen indépendant sur l'UNRWA, a établi dans le rapport final que toute participation à un groupe armé qui promeut la discrimination ou la violence, tel que le Hamas ou le Jihad islamique, viole le principe de neutralité. Cependant, en dépit des révélations scandaleuses selon lesquelles de nombreux employés de l'UNRWA, censés mener des activités humanitaires, appartiennent en fait à des organisations terroristes, servant ainsi les intérêts malveillants du Hamas ou du Jihad islamique palestinien, l'ONU a décidé de ne pas enquêter sur cette violation manifeste de la neutralité. Ni le Bureau des services de contrôle interne ni le Groupe d'examen indépendant n'ont reçu de mandat pour enquêter sur le recrutement massif de terroristes à l'UNRWA.

En outre, l'utilisation des infrastructures et des installations de l'UNRWA à des fins terroristes par le Hamas et le Jihad islamique palestinien s'est avéré un schéma récurrent. Au fil des ans, Israël a également exposé ce problème majeur à l'UNRWA et aux hauts fonctionnaires des Nations Unies, dans des lettres ou lors de réunions en personne. Une fois encore, l'ampleur du problème n'est apparue clairement qu'après le 7 octobre, lorsque l'on a appris que des dizaines de locaux de l'UNRWA dans la bande de Gaza abritaient, en leur sein ou dans leur périmètre immédiat, une infrastructure terroriste permanente, telle que des tunnels, des gaines de tunnel, des centres d'opérations, des caches d'armes, etc., à l'usage du Hamas. Dans deux cas, des tunnels qui avaient été découverts dans des écoles de l'UNRWA ces dernières années et qui, selon l'UNRWA, avaient été scellés immédiatement après, étaient en fait actifs et utilisés par le Hamas au cours de la guerre actuelle. L'exemple le plus horrible de détournement des infrastructures de l'UNRWA par le Hamas est le tunnel terroriste qui a été découvert sous le siège de l'UNRWA dans la bande de Gaza. Ce tunnel, long de 700 mètres et profond de 18 mètres, servait de centre de commandement des services de renseignement du Hamas et comprenait une batterie

de serveurs centraux. Le réseau électrique de ce tunnel était directement connecté à celui de l'UNRWA. L'on ne peut imaginer que l'UNRWA n'en avait pas connaissance. Compte tenu du nombre d'employés de l'UNRWA qui sont membres du Hamas et du Jihad islamique palestinien, il n'est pas étonnant que les locaux de l'UNRWA servent à ce point les desseins du Hamas. Nous croyons savoir que le Hamas considère l'UNRWA à Gaza comme son atout stratégique et agit en conséquence.

L'utilisation des installations de l'UNRWA par le Hamas comme « boucliers humains » ne se limite pas à la bande de Gaza. En effet, le centre d'opérations conjoint utilisée par les ailes militaro-terroristes des organisations terroristes palestiniennes à Jénine (qui a été prise pour cible par les forces de défense israéliennes en juillet 2023) était située à quelques mètres seulement d'une installation de l'UNRWA. Ces informations ont été présentées au Commissaire général lui-même lors d'une réunion au Ministère des affaires étrangères.

L'UNRWA est une organisation qui perpétue le problème des réfugiés palestiniens. Il perpétue également, d'une certaine manière, le récit du droit au retour, afin d'éliminer l'État d'Israël. En perpétuant le statut des réfugiés palestiniens, l'Office montre clairement qu'il aggrave le problème plutôt qu'il ne contribue à le régler.

Compte tenu de ce qui précède, il n'est pas surprenant que l'incitation à la violence et au djihad dans le système éducatif de l'UNRWA persiste. Plusieurs études et rapports concernant ce problème dans le système éducatif de l'UNRWA ont été publiés par des instituts de recherche indépendants et des organisations non gouvernementales, comme IMPACT-se, l'Institut Georg Eckert, United Nations Watch et le Center for Near East Policy Research. Il est important de noter que l'incitation à la violence et au djihad figure non seulement dans les manuels de l'Autorité palestinienne utilisés par l'UNRWA, mais se retrouve aussi dans des supports pédagogiques complémentaires rédigés et autoédités par les enseignants de l'UNRWA eux-mêmes. L'UNRWA a été saisie de ces informations à plusieurs reprises, mais a décidé de fermer les yeux et de ne pas rectifier la situation comme il aurait dû. Il est inquiétant de constater dans les écoles de l'UNRWA un processus persistant d'éducation à la violence.

Le rôle joué par les employés et les installations de l'Office pendant la guerre actuelle, au service des intérêts terroristes du Hamas, et l'incapacité de la direction de l'UNRWA à s'engager à licencier immédiatement tous les membres du Hamas qu'ils emploient, montrent clairement que l'UNWRA est irrémédiablement perdu à Gaza.